



# Chirac : la claque ! Il faut qu'il cède aux exigences sociales ! Ou alors la rue le fera partir !

## **Après Raffarin... Raffarin bis ! Une provocation !**

Chirac, Raffarin, le Medef, tous ils persistent et signent. Ils feignent de croire que leur défaite serait due au fait qu'ils n'avaient «pas assez vite dans les réformes». Mais c'est d'abord un désaveu de leur politique depuis deux ans. Ce que l'électorat populaire a voulu dire est simple : pas touche aux retraites, aux jours fériés, à la Sécurité sociale, aux droits des chômeurs, aux services publics, à la recherche, aux artistes.

Le gouvernement l'a compris, mais il n'en a que faire. Non seulement Chirac garde Raffarin, mais il met Sarkozy à l'économie ! Le flic le plus zélé de France va continuer sa politique du «tout répressif», mais au niveau social.

Ce gouvernement «Chiraco-chiraquien-Medef» veut cogner encore plus fort. Ils sont prêts à tout.

Et à ceux qui nous bassinent que «ces réformes sont nécessaires dans le cadre de l'Europe», si nous sommes aujourd'hui dans la rue, dans toute l'Europe, c'est que nous opposons la nécessité d'une véritable Europe sociale, au service des travailleurs et des populations.

## **La santé n'a pas de prix !**

Il y a quelques jours, ils voulaient légiférer par ordonnances la casse de l'Assurance-maladie, s'attaquer à l'égalité des soins et dégager des secteurs «rentables» pour les donner en pâture aux assurances privées. Comme pour les retraites, cette réforme serait «inévitabile à cause du déficit». Là encore, on se moque de nous. Depuis des années, les gouvernements successifs ont exonéré les «charges» des patrons, pour un total de plus 20 milliards d'euros, le double du déficit. Pour financer l'assurance-maladie, pas besoin de la casser : il faut «simplement» augmenter les cotisations patronales. En 20 ans, les cotisations ouvrières ont augmenté de plus de 8% et celle des patrons que de 1,8%. Pour rattraper le retard, il faut avoir le courage de s'en prendre aux profits !

## **Les services publics ne sont pas à vendre!**

Leur projet est toujours de privatiser les services publics pour

les rendre «rentables». Edf-Gdf est le premier sur la liste. Les salariés d'Edf-Gdf seront en grève jeudi 8 avril contre la privatisation. Mais il ne s'agit pas seulement d'être «solidaires» : il s'agit de notre lutte à tous. Les services publics privatisés, soumis à la concurrence, c'est une catastrophe pour le service rendu, une baisse de la sécurité, une attaque contre les conditions de travail. Partout, usagers et salariés, nous devons prendre position pour la défense de nos services publics.

## **Protégeons le droit du travail**

La encore, le gouvernement a l'intention de casser le droit du travail, notamment par la casse du contrat à durée indéterminée. Ils voudraient que les CDD deviennent la règle. Le Medef en rajoute en publiant 44 propositions visant à «mettre le droit du travail en conformité avec le droit boursier».

## **Pour un nouveau printemps de lutte !**

La défaite de la droite ne signifie pas une confiance dans le PS et ses alliés. Il y a deux ans, c'est le gouvernement de la «gauche plurielle» qui était sanctionné pour sa politique libérale, menée pendant cinq ans, avec son lot de privatisations, et des licenciements contre lesquels «on ne peut rien faire», l'expulsion de sans papiers.

Pour battre réellement la droite et faire reculer le Front national, il faut une rupture avec la politique menée depuis 20 ans par les gouvernements successifs.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est un mouvement d'ensemble du monde du travail, une mobilisation de la même ampleur que le 13 mai 2003 pour la défense des retraites, et qui ne s'arrête pas en plein chemin. Oui, il faut défaire ce gouvernement. Mais surtout mettre un coup d'arrêt, net, aux politiques d'austérité que nous subissons depuis trente ans.

## **Pas de répit pour ce gouvernement de casseurs sociaux !**